

**LES CONFLITS MINIERS ENTRE EXPLOITATIONS
INDUSTRIELLE ET ARTISANALE AU SUD KIVU EN
R.D. CONGO**

juin 2020
ISDR-BUKAVU

LES CONFLITS MINIERS ENTRE EXPLOITATIONS INDUSTRIELLE ET ARTISANALE AU SUD KIVU EN R.D. CONGO

Prof. Bosco MUCHUKIWA
Université Evangélique en Afrique (UEA)
Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR/Bukavu)
Tél. : (+243) 99.77.59.238 et (+243) 85.35.45.739
E-mail : bmuch2002@yahoo.fr et bosco7muchukiwa@gmail.com

Publié sur <https://www.isdrbukavu.ac.cd/recherche/publications/>

Mots clés : *Sites d'or, conflits miniers, violences*

NDLR : Cet article a été produit pour l'école d'été organisée par MODUS OPERANDI de l'Université de Grenoble à Yaoundé au Cameroun. Le voyage et le séjour ont été financés par l'Université Evangélique en Afrique (UEA). L'analyse à découvrir est inachevée mais présente une double particularité, celle d'expliquer les différents facteurs d'escalade des conflits entre l'industriel BANRO et les artisanaux, et celle de décrire les faiblesses de l'approche militaire qui éteint les violences sans s'attaquer aux causes profondes des conflits miniers dont les moteurs sont le code minier, le droit de redevance coutumier, la corruption et la fragilité de l'Etat congolais. C'est pourquoi nous mettons cet article à la portée des chercheurs et autres qui analysent l'économie d'exploitation minière de pousser les études.

Résumé :

La coexistence entre les exploitations industrielle et artisanale des minerais est inductrice des conflits qui affectent la cohésion sociale et les rapports de pouvoir. Les heurts existent dans les sites miniers et les alliances s'y font et se défont en fonction de la divergence des intérêts et de l'incompatibilité de logiques des acteurs. Les conflits, les exclusions des habitants des sites miniers, la mauvaise gouvernance des ressources naturelles et l'injustice sont parmi les facteurs qui participent à la précarisation des conditions de vie de la population locale.

Introduction

Le débat sur l'exploitation minière est partagé entre deux thèses¹. La première thèse de type libéral reconnaît à l'extraction industrielle des minerais un potentiel d'induire le développement des Etats africains. Cette thèse libérale est défendue par les économistes et les juristes. Elle stipule que l'extraction industrielle des minerais est capable d'attirer les investissements pour affluer les caisses de l'Etat en vue d'assurer le développement des communautés locales. Bref, elle a la capacité de stimuler un développement local. C'est pourquoi elle s'érige contre l'exploitation artisanale des minerais car elle est une activité informelle et non rentable. Elle est difficile à organiser, échappe au contrôle de l'Etat et entre en compétition avec l'exploitation industrielle des minerais. A ce titre, l'exploitation artisanale des minerais serait un obstacle à l'industrialisation et devrait disparaître pour laisser le champ d'action à l'industrialisation.

La deuxième thèse est l'antipode de la thèse libérale ci-dessus et soutient que l'exploitation artisanale des minerais est une activité susceptible de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales. Elle offre des opportunités aux milliers de creuseurs artisanaux d'avoir des revenus pour leur survie. Si elle est formalisée, l'exploitation artisanale des minerais deviendrait rentable et serait capable de relancer la consommation et d'induire le développement local. Conçue sous cet angle, l'exploitation artisanale des minerais a sa propre logique contraire à celle de l'extraction à grande échelle et orientée vers l'extérieur.

La plupart des travaux sur les conflits miniers entre les deux exploitations des minerais se positionnent entre ces deux thèses ci-dessus et cherchent à expliquer les causes des conflits miniers par l'incompatibilité des logiques de fonctionnement et par l'agressivité du secteur artisanal de l'exploitation des minerais.

Le Rapport de recherche publié par Southern Africa Resource Watch délégitime l'exploitation artisanale de l'or comme une économie criminelle et de

¹ Cette synthèse est faite à partir de la conférence sur le secteur minier en R.D. Congo et animée par la professeur Paul GERADIN de l'ICHEC en Belgique sur le thème : *L'extraction minière, un débat mondial*, conférence présentée à l'Université Catholique de Bukavu, KALAMBO, le 2 mai 2014.

contrebande en R.D. Congo². Elle est présentée comme non rentable et les auteurs proposent quatre mesures pour redresser ce secteur. Il s'agit d'arrêter l'exploitation criminelle du secteur des mines d'or, d'assurer une protection physique aux exploitants artisanaux, de protéger les exploitants artisanaux d'or et à petite échelle des racketteurs, et de réorganiser ou de fermer le SAESSCAM³.

L'article de Gabriel KAMUNDALA BYEMBA⁴ abonde dans la même ligne et explique les enjeux qui sont à la base des conflits miniers entre l'extraction industrielle et l'exploitation artisanale des minerais au Sud-Kivu en R.D. Congo.

En nous référant à cette perspective théorique, nous articulons trois outils dont la cartographie des acteurs du conflit, l'outil PIN et la dynamique du conflit pour expliquer les enjeux et la complexité des relations autour des conflits miniers. Cette articulation d'outils analytiques permet de croiser les intérêts et les besoins, de dégager les acteurs primaires et secondaires dans les conflits sous étude, y compris leur discours et d'interroger les vecteurs de la transformation en vigueur, leur pertinence et efficacité par rapport à la structure des conflits dont les dynamiques sont historiques et se produisent dans un champ social plus complexe, caractérisé par des rapports de forces asymétriques et ouvert à l'international.

1. Les objectifs et les hypothèses

L'objectif principal est d'analyser les acteurs, les enjeux et les types de confrontations entre les industriels et les creuseurs artisanaux en prenant comme arène d'observation les sites de LUCHIGA et de MUKUNGWE en province du Sud-Kivu. LUCHIGA et MUKUNGWE sont deux sites miniers à conflits meurtriers au Sud Kivu en R.D. Congo. Par cette analyse, nous voulons décrire les types de violences observables, présenter les approches de transformation des conflits miniers en vigueur au Sud-Kivu et dégager leurs lacunes. Les conflits miniers entre l'exploitation industrielle et l'exploitation artisanale des minerais résulteraient du

² Southern Africa Resource Watch, *De l'or des conflits à l'or criminel : La nouvelle face de l'exploitation artisanale de l'or du Congo*, 2012, 52p

³ Idem, p. 47-50.

⁴ Gabriel KAMUNDALA BYEMBA, *Exploitation minière industrielle et artisanale au Sud Kivu : Possibilités d'une cohabitation pacifique ?* Anvers, IPIS IOB, décembre 2012, 23p.

déplacement des limites des sites miniers, de la compétition entre activités économiques, de la superposition des conflits ancien et nouveau, de la déconsidération des intérêts des exploitants artisanaux.

Enfin, les conflits dans ce secteur minier au Sud-Kivu deviennent violents suite aux pratiques d'exclusion des creuseurs artisanaux, par le mode de recrutement des travailleurs, la remise en cause de l'ordre établi et des normes édictées par l'Etat. Nous avons réuni des données pour vérifier ces hypothèses.

2. La méthodologie

Pour expliquer les conflits miniers entre l'exploitation artisanale et l'exploitation industrielle des minerais, nous avons consulté quelques rapports des rencontres tenues à Bukavu, les écrits sur les conflits miniers à LUCHIGA et à MUKUNGWE, le plan de développement de la chefferie de LUHWINDJA. Nous avons organisé des entretiens avec quelques ressortissants de WALUNGU et de LUHWINDJA qui vivent au quotidien les violences liées aux conflits miniers et avec des chercheurs qui travaillent sur les questions minières au Sud-Kivu en R.D. Congo. La récolte des données a aidé à dégager les perspectives théoriques présentées ci-haut. Elle a permis d'identifier les acteurs et les enjeux réels qui les poussent à s'affronter dans le secteur minier.

La triangulation des données a contribué à dégager les stratégies que les creuseurs déploient pour se maintenir dans les sites miniers octroyés à l'exploitation industrielle des minerais. Enfin, les différents rapports consultés montrent le nombre des réunions tenues à Bukavu. Elles sont des véritables espaces de recherche de solutions mutuellement satisfaisantes sans succès. Les rapports décrivent quelques contre stratégies des industriels qu'ils développent pour se faire accepter dans les milieux et avoir un contrôle sur les sites jadis gérés par les autorités locales et exploités par les creuseurs artisanaux. Ces approches obéissent-elles aux principes⁵ prônés par MODUS OPERANDI pour la transformation des conflits ? Elles sont décrites dans la suite pour une comparaison.

⁵ MODUS OPERANDI- Ecole d'été, *Analyse et transformation des conflits en Afrique Centrale*, Grenoble, 2015, p. 61-62.

3. Les résultats

Nous expliquons les conflits miniers en commençant par la chefferie de LUHWINDJA en territoire de MWENGA. Ensuite, nous présentons le conflit minier à MUKUNGWE dans le groupement de MUSHINGA en territoire de WALUNGU. Enfin, nous tirons quelques enseignements et indiquons les pistes de solution à l'aide de l'approche constructive du conflit diffusée par MODUS OPERANDI, selon laquelle les conflits révèlent les besoins ou des injustices. Le travail de transformation du conflit ne consiste pas à mettre fin à la violence mais à rechercher dans les structures sociales les origines du conflit et à agir sur ses causes profondes⁶.

3.1. *Le conflit minier entre les exploitations industrielle et artisanale des minerais dans la chefferie de LUHWINDJA*

D'après la constitution du 18 février 2006, la chefferie de LUHWINDJA est actuellement une Entité Territoriale Décentralisée (ETD). Sa population de 75.537 habitants vit sur 183 Km². Avec une densité de 412 habitants⁷ au Km², la population exploite un sol en grande partie infertile mais regorge de l'or. L'infertilité des terres prédispose la population à s'orienter vers l'exploitation minière, comme activité alternative. Les sites miniers sur lesquels les artisans miniers pratiquent l'exploitation de l'or étaient des concessions de la SOMINKI qui furent octroyées à la SOMICO par le Président Laurent Désiré KABILA. A l'arrivée de BANRO en 2005, les artisans miniers de LUHWINDJA étaient déjà versés dans l'exploitation de l'or comme source des revenus familiaux suite à la libéralisation du secteur minier en 1982 par le Président Joseph Désiré MOBUTU.

Lorsque la compagnie BANRO a hérité en 2005 les concessions de la SOMINKI, ou mieux de la SOMICO, l'exploitation artisanale des minerais était déjà une pratique solidement ancrée dans le mode de vie des paysans et dans les mœurs

⁶ MODUS OPERANDI, *Pour une approche constructive des conflits*, Note explicative, Grenoble, 2014, 1p.

⁷ Ces chiffres ont été fournis par Faustin MUKUBANYI, le secrétaire administratif de la chefferie de LUHWINDJA, le 5 juillet 2013 dans son *allocution d'ouverture* de la conférence tenue dans cette chefferie sur les *impacts sociaux et économiques de l'exploitation minière en RDC et en Afrique*.

locales. Ainsi, les creuseurs artisanaux s'attendaient, selon la politique de libéralisation du secteur minier promue en 1982, à une cohabitation avec la compagnie BANRO dans les sites miniers car ils les considèrent comme leur terroir traditionnel. Par conséquent, leur délocalisation ne devrait pas être envisagée par le nouveau concessionnaire, car cela est perçu comme un affront à l'univers mental existant.

Malheureusement, la compagnie BANRO a brandi le contrat d'exploitation non inclusif, selon lequel elle est propriétaire de 180 Km² et devait procéder à la délocalisation des habitants et creuseurs sans procès. Ces derniers seraient réinstallés à BURHINYI et à KAZIBA dans les chefferies voisines. Tous les éleveurs seraient réinstallés à MULUMEMUNENE. Possédant le contrat d'exploitation industrielle, la compagnie BANRO a chassé tous les creuseurs artisanaux d'or à TWANGIZA, MWANA et NAKABINDI. L'étude réalisée en février 2015 par l'USAID, le Projet TUFDAIDIKE WOTE et International ALERT a dénombré 10.000 creuseurs artisanaux qui ont été chassés et plusieurs centaines de familles qui ont été délocalisées⁸. Ils sont, actuellement, réfugiés sur le site d'or à KADUMWA où ils pratiquent l'exploitation informelle des minerais. Par ailleurs, la compagnie BANRO menace constamment de les y déloger pour étendre ses activités industrielles.

Ces pratiques de délocalisation des familles et de chasse des exploitants artisanaux alimentent les conflits miniers. Ces derniers sont amplifiés par la compétition entre la densité démographique et l'activité d'extraction industrielle de l'or qui occupe le sol le plus fertile de la chefferie de LUHWINDJA notamment à LUCHIGA, LUDUHA et MUBUGA. L'exploitation industrielle de l'or occupe la majeure partie de la chefferie et laisse à la population seulement 3 km² pour l'agriculture. L'exploitation industrielle des minerais est donc une activité exclusive de celles de subsistance dans la chefferie de LUHWINDJA (agriculture, élevage et artisanat) ; d'où la difficulté de cohabitation entre les deux types d'exploitation artisanale et industrielle des minerais. C'est la première explication des violences que nous observons dans cette chefferie

⁸ USAID, TUFDAIDIKE WOTE et International ALERT, *Au-delà de la stabilisation : Comprendre les dynamiques de conflit dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu en République Démocratique du Congo*, Londres, 2015, p.28.

Depuis 2005, les habitants de la chefferie de LUHWINDJA qualifient la compagnie BANRO d'envahisseur et ont initié des actions de dénonciation par des lettres et pétitions auprès de l'autorité politique et administrative pour rentrer dans leur droit. Cette perception qui exprime le rejet de la compagnie et qui traduit mieux la compétition entre activités est le deuxième facteur qui amplifie le conflit minier. Dans cette arène conflictuelle, l'Etat congolais et la compagnie BANRO ne sont pas les seuls acteurs stratégiques qui soient émus par l'objectif de stimuler le développement local. Leur alliance est dénoncée par les populations locales qui crient à l'injustice, ce qui radicalise leurs positions et rend le conflit difficile à dénouer.

Pour calmer les tensions sociales, la compagnie BANRO recourt à la fois aux stratégies de sensibilisation, de rachat de conscience, de développement et la force. Au début de l'activité, un peloton de la 10^e région militaire a été dépêché à LUHWINDJA pour chasser les creuseurs de leur site d'or et permettre à la compagnie BANRO de s'y installer. La police a été mobilisée pour procéder aux arrestations des pétitionnaires. C'est ainsi que le conflit a été accentué par ces acteurs secondaires et étendu à d'autres catégories socioprofessionnelles.

Confrontée à la persistance des résistances populaires, la compagnie BANRO a organisé des rencontres avec les BAHWINDJA⁹ à Bukavu et a procédé au recrutement de quelques habitants dans le TWANGIZA MINING. Elle a construit des écoles, implanté une fondation dans la chefferie et y a réhabilité les routes jusqu'à Bukavu en vue d'assurer le transport des matériels et l'évacuation des minerais. Ces rencontres sont qualifiées, dans l'étude précitée, de fora communautaires dont l'objectif principal est de négocier avec BANRO les indemnités et les projets de développement mais les avantages ont été récupérés par l'élite moderne en défaveur des populations locales.

La récupération des avantages par l'élite moderne est le troisième facteur qui alimente le conflit des ressources et érode la confiance envers la compagnie BANRO.

⁹ Les *BAHWINDJA* sont en langue locale les habitants de la chefferie de LUHWINDJA dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

Malgré ses activités de développement réalisées par BANRO, les BAHWINDJA estiment que ce n'est pas assez. Car, le nombre d'ouvriers et cadres natifs recrutés dans la compagnie est insuffisant par rapport à la main d'œuvre étrangère. Ce sentiment d'exclusion est le quatrième facteur qui ravive le conflit minier. Les habitants interrogés ont affirmé que BANRO privilégie les allochtones et importe les produits vivriers du KENYA, de l'Afrique du Sud, ... en lieu et place de favoriser la production agricole locale.

Dans cette quête de crédibilité, la compagnie BANRO est parvenue à rallier la MWAMIKAZI à sa cause contre la majeure partie de sa population qui voit dans cette alliance une attitude de trahison¹⁰. Le sentiment de trahison est plus vif chez les jeunes et les associations locales qui contestent le statut de leur MWAMIKAZI¹¹ et soutiennent qu'ils sont en présence d'une usurpation du pouvoir coutumier. Le chèque de 40.000 dollars américains lui remis à titre de compensation et de participation de la compagnie BANRO au développement local est perçue comme rachat de conscience des notables de la chefferie. Cela amplifie enfin le conflit minier. C'est de cette manière que les exploitants artisanaux des minerais sont en opposition avec l'industriel BANRO. Il induit la modernité dans la chefferie de LUHWINDJA mais ses activités y provoquent des conflits miniers.

3.2. Le conflit minier à MUKUNGWE

Le village de MUKUNGWE est situé dans le groupement de MUSHINGA en territoire de WALUNGU dans la province du Sud-Kivu en R.D. Congo. Les habitants de ce village ne dépasseraient pas 5.000 personnes mais le chiffre à commence à gonfler avec la ruée vers l'exploitation artisanale des minerais. La superficie que couvre ce village n'est pas indiquée dans les différents documents consultés. Le chef de village de MUKUNGWE est CHUNU. Ses sujets racontent que son grand-père aurait versé le KALINZI, c'est-à-dire le droit de redevance au

¹⁰ Lire à ce sujet Maître AMATO BAYUBASIRE, *Quelles sont les conséquences sociales et politiques de la société minière à LUHWINDJA et leur comparaison avec d'autres lieux ayant l'expérience industrielle*, communication présentée à LUHWINDJA, le 6 juillet 2013, 7 pages, à la conférence sur *les impacts sociaux et économiques de l'exploitation minière en RDC et en Afrique*.

¹¹ MWAMIKAZI désigne en langue locale l'épouse du chef de chefferie qui incarne à la fois une double légitimité : traditionnelle et moderne. Son mari est qualifié de *MWAMI* et est synonyme de roi.

chef de groupement de MUSHINGA. L'actuel chef de ce groupement est de la dynastie de NGWESHE. Connu sous le nom de Pasteur KURHEGAMUZIMU, il est mort à Bukavu dans les circonstances non encore élucidées jusqu'à présent. Certaines versions lient sa mort au conflit minier, c'est-à-dire à l'exploitation de l'or à MUKUNGWE. Le conflit minier entre les deux chefs a commencé en 1984, lorsqu'il eut la découverte de l'or dans ce village de MUKUNGWE.

Les personnes interrogées ont révélé à ce sujet que le chef de groupement de MUSHINGA a brandi le droit de propriété de toute la chaîne de montagne qui regorge l'or. Pour avoir payé le KALINZI, le chef de village de MUKUNGWE a nié ce droit de propriété à son chef hiérarchique, le chef de groupement de MUSHINGA ; d'où l'origine du conflit minier. CHUNU et KURHEGAMUZIMU sont des acteurs primaires du conflit. Leur conflit autour de la ressource dite minerais a divisé les villageois en deux camps dont l'un de pro CHUNU et l'autre de Pasteur KURHEGAMUZIMU. Les villageois adeptes de tels sont des acteurs secondaires dans le conflit minier. Les deux chefs ont commencé à exploiter l'or par défi en s'accusant mutuellement au Tribunal de Grande Instance à Bukavu. C'est par recours au tribunal que le conflit est sorti du cadre villageois. Les partisans de chaque camp affirment avoir gagné le procès. Aucun camp ne le perd suite à un système judiciaire caractérisé par la corruption. Le chef perdant gagne le procès dès que la hiérarchie nomme une nouvelle autorité judiciaire. La permutation des procureurs joue en faveur ou en défaveur de l'un ou de l'autre camp selon sa capacité de soigner l'autorité nouvellement établie. C'est ainsi que la corruption est un facteur qui contribue à accentuer le conflit dans le village de MUKUNGWE et à opposer une diversité d'acteurs : primaires et secondaires.

Depuis novembre 2010, les militaires dépêchés pour rétablir l'ordre, contenir la milice locale dénommée MUDUDU 40 sont devenus des acteurs secondaires dans cette affaire. En occupant le site de MUKUNGWE, ils ont commencé à y faire la loi, à traquer les creuseurs artisanaux, à percevoir les taxes minières et à exploiter l'or. Par ces pratiques, les militaires n'ont pas mis fin au conflit minier. Ils l'ont amplifié en le rendant violent et sanglant. Face à ces exactions de tout genre, les populations ont développé le sentiment d'être dominée sur leur propre terroir par les militaires et la méfiance vis-à-vis de ces derniers. Ces affects sont ressentis dans le village et alimentent les conversations.

En 2012, les conflits déjà ouverts par les facteurs ci-dessus ont escaladé quand BANRO a déclaré que le site de MUKUNGWE est inclus dans ses périmètres n° 41 et 43 pour exploitation industrielle de l'or. Les chefs CHUNU et KURHEGAMUZIMU ont été pris de court par les événements. Ayant senti l'envahissement par BANRO, les deux chefs ont composé pour résister à ce dernier, c'est-à-dire à l'exploitation industrielle de l'or à MUKUNGWE. Ils ont mobilisé leur population locale pour dénoncer l'occupation de leur groupement par la compagnie BANRO et la perte de leur pouvoir. C'est de cette façon que le conflit minier s'est étendu aux différentes couches sociales.

Pour apaiser les tensions, la compagnie BANRO s'appuie sur les autorités territoriale et provinciale. Mais aussi, elle a organisé des rencontres de sensibilisation des chefs locaux et de leurs habitants pour les expliquer la mission assignée à l'exploitation industrielle des minerais. Elle a entrepris les activités de modernisation de groupement de MUSHINGA par la construction et la réhabilitation des écoles, dispensaire, route de desserte agricole, le recrutement de quelques natifs. Malgré ces activités de modernisation et la politique de recrutement de quelques ressortissants des lieux, les conflits à LUHWINDJA et à MUKUNGWE ne sont pas transformés.

4. Les enseignements

L'exploitation de l'or à LUCHIGA et à MUKUNGWE est un enjeu important au cœur des conflits entre l'exploitation artisanale et l'exploitation industrielle des minerais. L'activité d'exploitation de l'or dans cette région de haute altitude consacre deux types d'exploitation dont la coexistence est et restera conflictuelle suite à la divergence d'intérêts et à l'incompatibilité de logiques des acteurs. La dynamique de conflits est irréversible ; les heurts existeront et les alliances vont se nouer et se défaire en fonction de l'évolution du contexte politique et économique. Les conflits miniers sont escaladés par un faisceau des facteurs dont l'infertilité des espaces agricoles, la délocalisation des familles, l'exclusion des exploitants artisanaux des sites miniers, la perception négative à l'endroit de la Société BANRO, la compétition entre diverses activités en milieux ruraux, la pression démographique, l'émergence d'une élite locale en opposition aux chefs coutumiers traditionnels, la confusion au sujet du droit de propriété des terres, etc. Ces différents facteurs ont impact sur les conditions de vie de la population locale

qui ne vont pas s'améliorer à court et à moyen termes par mauvaise gouvernance des ressources naturelles.

Dans les deux conflits miniers décrits ci-haut, les discours des acteurs opportunistes sont trompeurs. Par manque de suivi, les rentes de l'or ne sont pas affectées dans le secteur primaire (agriculture et élevage) pour créer des emplois et inciter la consommation locale. L'exploitation de l'or qu'elle soit artisanale ou industrielle est un facteur de changement social qui affecte l'organisation politique traditionnelle à LUHWINDJA et à MUSHINGA. Les chefs sont en conflits miniers entre eux, entre ces derniers et leur population suite à la fragilité de l'Etat congolais. L'histoire des acteurs n'est pas bouclée. Ils sont à la fois locaux, nationaux, internationaux, civiles et militaires. Les conflits sont sanglants par implication de ces derniers et milices locales, pour la survie des familles, cela atteste effectivement que l'Etat congolais est en opposition avec les acteurs locaux qui récusent le monopole sur la gestion des ressources naturelles. Ces oppositions alimentent les violences, ou mieux la violation des droits humains et principes éthiques dans les deux arènes d'exploitation de l'or à LUCHIGA et à MUKUNGWE.

Les conflits miniers sont violents parce qu'ils sont entremêlés avec les conflits de succession au pouvoir coutumier dans le groupement de MUSHINGA. La pratique locale de KALINZI et l'implication des notabilités en quête de l'électorat et de positionnement politique corsent la situation et font échouer tout mécanisme de transformation de conflit en application. La libéralisation du secteur minier dans les années 1980, la pression démographique sur des terres infertiles et la délocalisation des villages entrent dans la radicalisation des conflits miniers au Sud-Kivu en R.D. Congo.

5. Pour une approche constructive des conflits

L'analyse met au cœur la dynamique des conflits miniers, décrit les groupes stratégiques, dégage les facteurs d'escalade des conflits miniers et les stratégies qui ont été déployées pour les transformer. L'arbitrage par le Tribunal de Grande Instance (TGI), la médiation par l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) et l'usage de la force par l'Etat congolais (police et armée) et les milices ont minimisé la structure des conflits. L'approche sécuritaire éteint les violences que de s'attaquer

aux causes profondes des conflits miniers qui ont des ressorts dans le code minier, de droit de redevance coutumier, la corruption et la fragilité de l'Etat congolais. La transformation de ces conflits miniers exigera la réforme du code minier, la restauration de l'autorité de l'Etat congolais, l'arbitrage du dualisme juridique, la délimitation des sites miniers congrus aux creuseurs artisanaux pour mettre un terme à ce qu'ils ressentent comme exclusion et refus de trouver une solution équitable. Jouer sur l'usure est contreproductif car les enjeux sont à la fois de territoire, de pouvoir, de survie et de préservation des espaces de production agro-pastoraux ; d'où la reconnaissance de l'existence des creuseurs artisanaux, des paysans, des chefs coutumiers en vue d'organiser un dialogue pour trouver des solutions mutuellement satisfaisantes. En intégrant tous les acteurs pour rechercher une solution globale et durable, cela permettra de construire une relation constructive. C'est de cette façon qu'il faille travailler comme médiateur, appliquer quelques principes que propose MODUS OPERANDI pour dénouer les conflits miniers au Sud-Kivu en R.D. Congo. La transformation des conflits passe par la connaissance des origines des conflits, l'intervention sur leurs causes profondes, la satisfaction des besoins exprimés par les acteurs en lien avec les enjeux et l'établissement de la justice et de l'égalité des droits entre citoyens.

Fait à Bukavu, le 4 octobre 2015.



Publié sur <https://www.isdrbukavu.ac.cd/recherche/publications/>